Nouvelles de Bruxelles n°215

Jeudi 4 décembre 2014

MEDEF

Membre de BUSINESSEUROPE

- **Des projets franco-allemands pour l'investissement**

Les ministres français et allemands de l'économie et des finances ont publié le 2 décembre un document commun R*éformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe*. La France y réitère ses engagements sur les réformes et pour un environnement favorable aux entreprises. Les deux pays détaillent les initiatives bilatérales et européennes qu'ils souhaitent engager. L'accent est mis sur le numérique et l'énergie.

- **Plan Juncker pour l'investissement : 80 projets français**

Le Conseil européen des chefs d'Etat adoptera le 18 décembre le plan de Jean-Claude Juncker. Evalué à 315 milliards sur trois ans, sur la base d'un Fonds européen pour les investissements stratégiques doté de 21 milliards, ce plan est ciblé. Énergie, verdissement de l'économie, infrastructures, numérique, éducation, recherche et innovation. Chaque Etat a transmis à Bruxelles une première liste indicative de projets d'envergure européenne potentiellement viables. Cette liste pourrait alimenter « une réserve de projets » qui serait labellisés.

- **Investissements et réformes : priorités économiques de la Commission pour 2015**

L'examen annuel de la croissance publié le 28 novembre lance le cycle de coordination des politiques économiques nationales. Il définit les priorités et propose des orientations politiques aux pays. Les trois grands piliers pour 2015: investissements, réformes structurelles, consolidation budgétaire.

- **Garantie jeune : mode d'emploi pour la France d'un dispositif européen**

En visite au MEDEF, le secrétaire d'état aux affaires européennes Harlem Désir, a rappelé le dispositif. Il s'agit d'amener, avec le concours des entreprises, les jeunes en situation de précarité vers l'emploi et la formation. Le dispositif est financé par l'Etat et complété par des crédits européens (620 millions). Sont concernés : Aquitaine, Auvergne, Centre, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Mayotte ainsi que Seine-Saint-Denis, Bouches du Rhône et Haute-Garonne.

- **La Commission rendra un avis sur le budget français en mars 2015**

Elle estime que la France présente, avec sept autres pays, un risque de non-conformité au pacte de stabilité et de croissance. France, Italie et Belgique pourraient faire l'objet de mesures coercitives dans le cadre de la procédure de déficit excessif. La Commission réexaminera la situation en mars, à partir des budgets nationaux définitifs et des programmes précis de réformes structurelles.

- **Courrier de ministres français, allemand, italien pour plus de convergence fiscale**

Les ministres des Finances allemand, français et italien ont demandé à Pierre Moscovici, commissaire à la fiscalité, l'adoption d'une directive mettant en place une assiette commune de l'impôt sur les sociétés avant la fin 2015. Une proposition de 2011 est toujours bloquée par les Vingt-huit qui doivent trouver un accord à l'unanimité.

- **Royaume-Uni : le chancelier de l'Echiquier annonce des résultats et de nouvelles réformes**

George Osborne a présenté des prévisions de croissance en hausse (3% en 2014), un chômage en décrue (6,2%), et un déficit en baisse (5,3% du PIB puis 4,3% en 2015). Parmi les mesures économiques annoncées : suppression des charges sociales pour les entreprises employant des apprentis de moins de 25 ans, 6 milliards £ d'investissement dans la recherche, 15 milliards £ d'investissements dans les infrastructures routières, augmentation du crédit d'impôt recherche.

Réalisé par le MEDEF Europe - mdiet@medef.fr